

cembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'agriculture [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3014), [17 janvier 1950] (p. 299). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (ordonnance du 18 novembre 1944) [25 mars 1947] (p. 1040), [30 novembre 1948] (p. 7302), [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôt :

Le 28 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer, pour la campagne 1949-1950, le prix du tabac à la production au même taux que pour la campagne 1948-1949, n° 8863.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 9<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine (3<sup>e</sup> circonscription) [28 novembre 1946] (p. 30). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 7 bis : *Son amendement tendant à prévoir l'assainissement de la circulation monétaire* [22 décembre 1947] (p. 6158). — Est entendu pour un fait personnel (*Gifle donnée par Mme Galicier*) [24 juin 1948] (p. 3937). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 12 : *Son amendement tendant à réduire la taxe de moitié pour les véhicules ayant huit ans d'âge* [18 septembre 1948] (p. 6686); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à différer la perception de l'impôt pour les automobilistes qui ne roulent pas* (p. 6687); *le retire* (ibid.); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 40 : *Son amendement tendant à bloquer les crédits de la deuxième tranche du reclassement* [27 décembre 1949] (p. 7414); Art. 27 bis : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers* [2 janvier 1950] (p. 5, 6). — des interpellations sur le prix du tabac à la production : *Discussion générale* [20 février 1951] (p. 1388); — des interpellations sur la poli-

tique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3398, 3399); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (défauts de la réforme électorale)* [27 avril 1951] (p. 4108); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (scandale des apparentements)* [7 mai 1951] (p. 4789) = S'excuse de son absence [8 février 1949] (p. 393). [15 mars 1949] (p. 1622), [6 juillet 1949] (p. 4256), [6 juillet 1949] (p. 4291), [26 décembre 1949] (p. 7242), [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 607), [28 avril 1951] (p. 4137). = Obtient des congés [8 février 1949], (p. 393), [15 mars 1949] (p. 1622), [6 juillet 1949] (p. 4291), [26 décembre 1949] (p. 7242), [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 607), [28 avril 1951] (p. 4137).

#### BESSET (M. Pierre), Député du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale en vue de représenter cette Commission au sein de la Commission supérieure des comités d'entreprise [25 janvier 1947] (p. 1025). — Est nommé membre de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche d'Allier. (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276).

#### Dépôts :

Le 13 mai 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi modifiant la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail, n° 1311. — Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre

libre le marché intérieur du pneu vélo, vélomoteur et du pneu auto poids lourd, n° 1324. — Le 30 mai 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à réaliser en province l'alignement des prestations familiales sur les salaires, n° 1529. — Le 19 juin 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des majorations pour heures supplémentaires prévues par la loi du 25 février 1946 les heures de récupération faites à la suite d'arrêts collectifs du travail dans les industries du bâtiment et du bois, n° 1766. — Le 11 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à sanctionner les infractions aux dispositions des articles 42 A suivants du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail, instituant des règles particulières au contrôle et à la répartition des pourboires, n° 1997. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier rapidement le classement des communes en zones en ce qui concerne l'attribution des allocations familiales, n° 2118. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de Mme Denise Bastide et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 25 octobre 1919 modifiée par l'ordonnance du 2 août 1945, relative aux maladies d'origine professionnelle, n° 2926. — Le 6 février 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'enquêter sur la demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 3286. — Le 4 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 11 octobre 1940 ainsi que les décrets des 6 mai 1939 et 27 novembre 1941 concernant l'attribution d'indemnité aux ouvriers privés totalement ou partiellement de leur travail du fait de conditions économiques anormales, n° 4126. — Le 25 juin 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à l'application de sanctions pénales et judiciaires à l'encontre des loueurs de voitures automobiles de 2<sup>e</sup> classe convaincus de se livrer au trafic de location d'autorisation de circuler, n° 4725. — Le

25 juin 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la ristourne sur le prix de l'essence, accordée avant-guerre aux chauffeurs de taxi, n° 4726. — Le 2 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi d'amnistie visant les grévistes et manifestants de Clermont-Ferrand condamnés à la suite des récents événements survenus dans cette ville, n° 4840. — Le 23 mars 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 46-1823 du 19 août 1946 relative aux congés payés des jeunes travailleurs, n° 6850. — Le 30 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à étendre aux entreprises de transport les dispositions de l'article premier de la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail, n° 7695. — Le 30 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice des indemnités d'intempéries prévues par la loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946 à certaines catégories de travailleurs du bâtiment, du bois, des carrières et matériaux de construction ; 2<sup>o</sup> de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues sur l'indemnisation du chômage intempéries dans les entreprises artisanales du bâtiment ; 3<sup>o</sup> de M. Henri Buffet et plusieurs de ses collègues sénateurs relative à la non-application aux entreprises artisanales du bâtiment et des travaux publics de la loi du 21 octobre 1946 instituant une indemnité de chômage en cas d'intempéries, n° 7696. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 7719. — Le 28 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloy-les-Mines un premier secours d'urgence de 10 millions, n° 9078. — Le 26 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours d'urgence de 50 millions aux 13.500 ouvriers de l'usine Michelin à Clermont-Ferrand,

**n° 9766.** — Le 26 avril 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours d'urgence de 50 millions aux 13 500 ouvriers de l'usine Michelin à Clermont-Ferrand, **n° 9791.** — Le 22 juin 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. Les propositions de loi : 1° de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 11 octobre 1940 ainsi que les décrets des 6 mai 1939 et 27 novembre 1941 concernant l'attribution d'indemnité aux ouvriers privés totalement ou partiellement de leur travail du fait des conditions économiques anormales; 2° de Mme Francine Lefebvre tendant à faire bénéficier des allocations de chômage les travailleurs sans emploi, quelle que soit la localité dans laquelle ils résident; 3° de Mme Francine Lefebvre et Mlle Prévert portant codification des textes sur le chômage et modification de certaines de leurs dispositions; 4° de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues tendant à remédier d'urgence à la situation angoissante des chômeurs totaux et partiels; 5° de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage partiel aux ouvrières des usines de conserves; 6° de Mme François et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage aux jeunes filles sans travail; II. La proposition de résolution de M. Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir une caisse de chômage dans le département des Alpes-Maritimes, **n° 10400.** — Le 7 novembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder une subvention de 6 milliards aux Caisses de sécurité sociale et des allocations familiales, en vue de pallier le déficit prévisionnel, consécutif à la prolongation du service militaire, telle qu'elle est prévue : 1° par le décret n° 50-1098 du 11 septembre 1950; 2° par une loi portant à dix-huit mois la durée du service militaire, **n° 11196.** — Le 12 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décréter les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de 40 heures au commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, de manière à assurer aux employés deux jours de repos consécutifs,

**n° 11597.** — Le 15 décembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder immédiatement à l'occasion des fêtes de Noël et du Nouvel An une somme de 5.000 francs à tous les jeunes travailleurs anciens salariés, à laquelle s'ajoute 2.500 francs pour conjoint à charge, **n° 11654 (rectifié).** — Le 23 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. Les propositions de loi : 1° de M. Morand et plusieurs de ses collègues (n° 6680) tendant à faire bénéficier les mineurs ardoisiers ainsi que ceux qui travaillent dans les mines de fer, atteints par la schistose pneumoconiose, du décret n° 47-2201 du 17 novembre 1947 fixant les dispositions spéciales d'application à la silicose professionnelle de la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles; 2° de Mme Darras et plusieurs de ses collègues (n° 7811) tendant à compléter le décret du 31 décembre 1946 pris en application de la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles; II. La proposition de résolution de M. Allonneau et plusieurs de ses collègues (n° 6223) tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles à la pneumoconiose professionnelle des ouvriers ardoisiers, **n° 12349.** — Le 23 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les proposition de loi : 1° de M. Besset et plusieurs de ses collègues (n° 7719) tendant à compléter la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles; 2° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 9726) tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle, **n° 12350.** — Le 2 mars 1951, une proposition de loi tendant à accorder, sous certaines conditions, aux parents et amis des jeunes gens sous les drapeaux, la franchise postale pour l'envoi de colis de vivres, **n° 12410.** — Le 5 avril 1951, une proposition de loi tendant à interdire le calcul de la rémunération du travail au rendement sur la base de salaires inférieurs : 1° au salaire minimum interprofessionnel garanti; 2° aux salaires garantis suivant les classifications par les con-

ventions collectives du travail, n° 12709. — Le 9 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'intempérie qui a endommagé les vignes et les vergers dans un certain nombre de communes du département du Puy-de-Dôme, n° 13130.

### Interventions :

Son rapport au nom du 3<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de la Dordogne [28 novembre 1946] (p. 13). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif aux conventions collectives : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 292); — sur la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués des entreprises : *Discussion générale* [26 juin 1947] (p. 2492, 2493, 2494). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 : TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE; Chap. 401 : *Fonds de chômage* [9 juillet 1947] (p. 2859, 2860); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 541-I : *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire les crédits pour le Jamboree mondial de la Jeunesse* [22 juillet 1947] (p. 3436). — Pose à M. le Ministre des finances une question concernant l'assujettissement des travailleurs à domicile à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux ou à l'impôt cédulaire sur les salaires [18 juillet 1947] (p. 3178). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à la reconstruction de l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre 1947; Art. 3 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à empêcher que le cumul d'une retraite et de l'allocation temporaire dépasse le taux normal de l'allocation aux vieux travailleurs* [19 août 1947] (p. 4398, 4399); — du projet de loi créant des ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 5 : *Amendement de M. Sion tendant à exempter les heures supplémentaires de l'impôt cédulaire* [30 décembre 1947] (p. 6585). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution accordant au Conseil de la République la prolongation de délai demandée : *Discussion générale* [17 février 1948] (p. 808); *Discussion de la proposition* (ibid.); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948,

dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1093); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : Art. 29 : *Taxe de capitation sur les oisifs* [27 avril 1948] (p. 2276). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Clermont-Ferrand le 15 juin 1948 [17 juin 1948] (p. 3651); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur l'attitude provocatrice des C. R. S. et de la police* [18 juin 1948] (p. 3699, 3700, 3707, 3708). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 401 : *Fonds national de chômage* [28 juillet 1948] (p. 4974); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : en qualité de *Rapporteur pour avis* [23 août 1948] (p. 6116); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Garcia tendant à étendre cette reconduction au 4<sup>e</sup> trimestre 1948* (p. 6117); Art. 4 : *Son amendement tendant à porter à 1.600 francs par mois cette allocation* (p. 6117). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Biscarlet sur la libération des mineurs détenus à la prison de Clermont-Ferrand [27 janvier 1949] (p. 185, 186). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le Code du travail (*Sa motion préjudicielle tendant au renvoi au Conseil économique*) [18 février 1949] (p. 682, 683); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 710, 711, 712); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget du travail et de la sécurité sociale, Chap. 401 : *Fonds national de chômage* [22 mars 1949] (p. 1697, 1698); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, Art. 1<sup>er</sup> : Art. 31 F du Code du travail : *Son amendement relatif à la représentativité des organisations syndicales* [23 décembre 1949] (p. 7205, 7206); *Son amendement relatif à la détermination de la représentativité des organisations syndicales* [3 janvier 1950] (p. 27); Art. 31 G : *Son amendement tendant à faire figurer dans les dispositions des contentions collectives, les modalités d'application du principe « à travail égal, salaire égal »* (p. 32); Art. 31 H : *Son amendement tendant à supprimer « le caractère représentatif s'appréciant sur le plan régional ou local »* (p. 41). — Dépose une demande d'interpellation sur la catastrophe minière de

Saint-Eloi-les-Mines [28 janvier 1950] (p. 660). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux secours aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloi-les-Mines : *Discussion générale* [2 février 1950] (p. 883); *Amendement de M. Beugniz tendant à étendre aux diverses houillères la caisse de solidarité pour accidents mortels de Douai* (p. 884); — du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la sécurité sociale et des allocations familiales; Art. 2 : *Amendement de M. Musmeaux tendant à n'élire les conseils d'administration des caisses primaires de la sécurité sociale que pour trois ans* [17 février 1950] (p. 1193); Art. 10 : *Son amendement tendant à prévoir une section de vote obligatoire dans les entreprises employant plus de 50 assurés* (p. 1202, 1203); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 10 : *Modalités des élections des membres des conseils d'administration* [3 mars 1950] (p. 1675, 1676, 1677). — Dépose une demande d'interpellation sur l'activité des mines de charbon du département du Puy-de-Dôme [17 mai 1950] (p. 3765). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile; Article unique : *Imposition des artisans comme les salariés* [30 mai 1950] (p. 3985, 3986); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4030 : *Fonds national de chômage* [5 juin 1950] (p. 4263, 4264); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [6 juin 1950] (p. 4362, 4363); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6383, 6384); — d'une proposition de résolution relative aux secours aux ouvriers en grève des usines Michelin [15 juin 1950] (p. 4819, 4820). — Dépose une demande d'interpellation sur les agissements du préfet du Puy-de-Dôme lors d'un meeting communiste à Clermont-Ferrand [17 octobre 1950] (p. 6920). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de propositions relatives aux vieux travailleurs et aux chômeurs*) [14 novembre 1950] (p. 7705, 7706); *Discussion du projet majorant l'allocation aux vieux travailleurs salariés* [2 janvier 1951] (p. 20, 21). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à majorer le salaire servant de*

*base au calcul des allocations familiales de 225 fois le salaire horaire du manoeuvre non spécialisé* [8 février 1951] (p. 925); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 987, 988); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à fixer le point de départ de la majoration de l'allocation au 1<sup>er</sup> octobre 1950* (p. 994). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents (*Sa demande de siéger lundi soir 5 mars pour la proposition supprimant les zones de salaires*) [27 février 1951] (p. 1674); — sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de la réforme électorale au lieu du débat sur les zones des salaires*) [13 mars 1951] (p. 1832, 1833). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4020 : *Fonds national de chômage* [20 mars 1951] (p. 2338, 2339); *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 2239, 2240); Chap. 4030 : *Sécurité des ouvriers mineurs (danger de la silicose)* [21 mars 1951] (p. 2257); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales : *Contre-projet de Mme Poinso-Chapuis* [30 avril 1951] (p. 4332, 4333); *Renvoi à la Commission* (p. 4334); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à porter à 50 0/0 la majoration des prestations familiales* (p. 4336, 4337); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion Billoux (fonds de chômage)* [10 mai 1951] (p. 4956).

**BÊTOLAUD (M. Robert)**, *Député de la Seine*  
(2<sup>e</sup> circonscription).

*Ministre des Anciens combattants  
et Victimes de la guerre*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des